

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE 2019

17 septembre 2019

PROPOSITION DE LOI

**modifiant le Code judiciaire
en ce qui concerne
les biens insaisissables**

(déposée par M. John Crombez
et Mme Melissa Depraetere)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

BUITENGEWONE ZITTING 2019

17 september 2019

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek
met betrekking tot
de niet voor beslag vatbare goederen**

(ingediend door de heer John Crombez
en mevrouw Melissa Depraetere)

RÉSUMÉ

Cette proposition de loi vise à adapter la liste des biens protégés contre la saisie. Elle adapte tout d'abord l'énumération obsolète aux besoins modernes. D'autre part, elle vise à protéger désormais également les biens ayant une valeur sentimentale. Enfin, elle prolonge le délai imparti pour faire opposition en matière de biens insaisissables, de telle sorte que le saisi ait davantage le temps de s'informer.

SAMENVATTING

Dit wetsvoorstel beoogt een aanpassing van de lijst van tegen beslag beschermde goederen. Eerst en vooral wordt de verouderde opsomming aangepast aan de moderne noden. Anderzijds worden voortaan ook goederen met emotionele waarde beschermd. Ten slotte wordt ook de termijn verlengd om verzet te doen met betrekking tot de onbeslagbare goederen, zodat de beslagene meer tijd heeft om zich ter zake te informeren.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de numering van de publicaties:</i>	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toezpraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition reprend le texte de la proposition DOC 54 2515/001 sous une forme modifiée à la suite des auditions organisées à ce sujet sous la législature précédente.

L'article 1408 du Code judiciaire contient une liste des biens qui ne peuvent être saisis.

L'objectif de cette liste est de parvenir à un équilibre entre, d'une part, la nécessité pour les créanciers d'obtenir le remboursement des dettes qui leur sont dues, et, d'autre part, le souci d'encore garantir au saisi une existence conforme à la dignité humaine.

La lecture de cette disposition nous apprend toutefois que celle-ci n'est plus tout à fait adaptée à notre époque. Alors que, d'une part, la liste mentionne certains biens tels qu'"une vache, ou douze brebis ou chèvres ...", elle ne contient pas, d'autre part, une série de biens qui, dans notre société moderne, sont pourtant considérés comme pratiquement indispensables. À cet égard, nous songeons en premier lieu à divers moyens de communication qui font aujourd'hui partie de notre vie courante. Il s'impose dès lors d'adapter la liste de l'article 1408 du Code judiciaire. Par ailleurs, il convient également d'assouplir le délai pour les contestations relatives aux biens insaisissables. C'est pourquoi l'auteur propose les modifications suivantes.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 2

Il ressort des auditions que tous les experts estiment qu'il convient d'actualiser la liste des biens insaisissables et qu'il se justifie en outre de porter le délai d'opposition de cinq à quinze jours pour les biens insaisissables.

La teneur de l'actualisation proposée bénéficie également d'un large soutien de la part des experts mais il est cependant clairement demandé de la préciser. L'article proposé vise dès lors à répondre aux observations des experts.

Il a été initialement proposé d'insérer dans la liste «un poste de radio, un téléviseur, un téléphone, un ordinateur, une imprimante et tout le matériel nécessaire pour

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit voorstel neemt de tekst over van voorstel DOC 54 2515/001, weliswaar in gewijzigde vorm n.a.v. de hoorzittingen die in de vorige zittingperiode hierover werden georganiseerd.

Artikel 1408 van het Gerechtelijk Wetboek bevat een lijst van goederen die niet in beslag kunnen worden genomen.

De bedoeling van die lijst is te komen tot een evenwicht tussen enerzijds de noodzaak voor de schuldeisers om betaling van hun schulden te verkrijgen en anderzijds de wens om de beslagene nog een zeker menswaardig bestaan te garanderen.

Lectuur van deze bepaling leert ons echter dat deze niet geheel is aangepast aan het huidige tijdperk. Enerzijds vermeldt de lijst wel zaken zoals "een koe, of twaalf schapen of geiten ...", maar anderzijds ontbreken verschillende goederen die in onze huidige samenleving vrijwel als onmisbaar worden beschouwd. Wij denken hierbij in de eerste plaats aan diverse communicatiemiddelen die vandaag sterk ingeburgerd zijn. Een aanpassing van de lijst van artikel 1408 dringt zich dus op. Verder dient ook de termijn voor betwistingen in verband met de onbeslagbare goederen te worden versoepeld. Om die reden stellen wij volgende wijzigingen voor.

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

Artikel 2

Uit de hoorzittingen is gebleken dat alle experts het erover eens zijn dat de lijst met niet voor beslag vatbare goederen geactualiseerd moet worden en date en verlenging van de termijn om verzet te doen met betrekking tot de onbeslagbare goederen van vijf tot vijftien dagen gerechtvaardigd is.

Ook de voorgestelde actualisering kan bij de experts inhoudelijk op heel wat steun rekenen, maar er is toch een duidelijke vraag om deze te verduidelijken. Dit artikel wenst dan ook tegemoet te komen aan de opmerkingen van de experts.

Aanvankelijk werd voorgesteld om "een radiotoestel, een televisietoestel, een telefoon, een computer, een printer, en alle benodigdheden voor internetverbinding"

assurer une connexion Internet». Or, cette énumération n'est pas claire : Inclut-elle les ordinateurs portables, les téléphones portables, les tablettes, les téléviseurs intelligents, etc. ? Vise-t-elle un appareil par ménage ou un appareil par membre du ménage ? Et cette énumération ne va-t-elle pas conférer une immunité étendue au débiteur si la valeur de ces biens n'est pas plafonnée ?

La nouvelle formulation choisie pour l'article proposé lève ces ambiguïtés. Le nouveau point 2 inséré mentionne les appareils et le matériel nécessaires pour accéder à l'internet, au choix du saisi, jusqu'à concurrence de 500 euros par membre du ménage au moment de la saisie. Cette définition inclut donc notamment les ordinateurs portables, les téléphones mobiles, les tablettes et les radios et téléviseurs intelligents. Toute personne vivant sous le même toit que le saisi sera considérée comme un membre du ménage. Afin d'éviter toute discrimination entre les saisis possédant une télévision ou une radio qui ne peut pas être connectée à l'internet et les saisis possédant une télévision ou une radio intelligente, les mots «un téléviseur et un poste de radio» ont été insérés dans l'énumération figurant au 1°.

L'article proposé reformule également la disposition relative aux biens ayant une valeur sentimentale pour le saisi. La nouvelle formulation précise que plusieurs biens peuvent être visés pour autant que leur valeur totale au moment de la saisie n'excède pas 400 euros. La formulation retenue indique en outre explicitement que le saisi peut choisir ces biens lui-même.

En cas de contestation sur l'application de la réglementation relative aux biens insaisissables, visée à l'article 1408 du Code judiciaire, il existe une procédure simplifiée. Le juge des saisies tranche, dans ce cas, sur la base du procès-verbal de saisie actant les observations formulées par le saisi. Celui-ci doit formuler ces observations à l'huissier de justice à peine de déchéance, soit au moment de la saisie, soit dans les cinq jours de la signification du premier acte de saisie. Ce dernier délai est très bref, surtout si l'on considère que, bien souvent, le saisi n'est pas (totalement) informé de la réglementation relative aux biens saisissables (l'exploit de saisie mentionne par exemple les règles de procédure contenues à l'article 1408, § 3; par contre, il ne mentionne pas la liste des biens insaisissables proprement dits). Le saisi doit, par conséquent, d'abord savoir où et comment il peut accéder à cette information. Pour les gens qui connaissent des difficultés sociales, c'est, la plupart du temps, une véritable gageure. Nous proposons dès lors de porter à quinze jours le délai dont le saisi dispose pour formuler ses remarques.

op te nemen in de lijst. Deze opsomming brengt echter onduidelijkheden met zich mee: vallen laptops, mobiele telefoons, tablets, smart-tv's... onder deze opsomming, gaat het om een toestel per gezin of een toestel per gezinslid, leidt deze opsomming niet tot het creëren van een grote immunitet voor de schuldenaar als de waarde van die goederen niet begrensd is?

In dit artikel wordt gekozen voor een nieuwe formulering die bovenstaande onduidelijkheden wegneemt. Er wordt een nieuw punt 2° ingevoegd dat spreekt van toestellen en benodigdheden voor toegang tot internetverbinding tot een waarde van 500 euro op het tijdstip van het beslag per gezinslid en naar keuze van de beslagene. Onder deze definitie vallen dus onder meer laptops, mobiele telefoons, tablets en smart-tv's en -radio's. Als gezinslid dient te worden beschouwd eenieder die onder hetzelfde dak woont als de beslagene. Om te vermijden dat een discriminatie zou ontstaan tussen een beslagene die een televisie- of radiotoestel bezit waarmee geen internetverbinding kan worden gemaakt en een beslagene die wel een smart-tv of -radio bezit, worden de woorden "één televisietoestel en één radiotoestel" opgenomen in de opsomming van het eerste punt.

Ook de bepaling met betrekking tot de goederen die een emotionele waarde hebben voor de beslagene wordt met dit artikel geherformuleerd. De nieuwe formulering maakt duidelijk dat het om meerdere goederen kan gaan zolang de totale waarde op het ogenblik van het beslag op die goederen niet hoger ligt dan 400 euro. In de formulering wordt ook uitdrukkelijk vermeld dat beslagene de goederen zelf kan kiezen.

Voor betwistingen in verband met de toepassing van de regeling inzake onbeslagbare goederen als bedoeld in artikel 1408 van het Gerechtelijk Wetboek bestaat er een vereenvoudigde procedure. De beslagrechter beslist hierbij op grond van het proces-verbaal van beslaglegging, waarin de opmerkingen van de beslagene werden opgenomen. De beslagene moet die opmerkingen, op straffe van verval, aan de gerechtsdeurwaarder mededelen, hetzij op tijdstip van het beslag, hetzij binnen vijf dagen na de betekening van de eerste akte van het beslag. Die laatste termijn is zeer kort, vooral als men er rekening mee houdt dat de beslagene in vele gevallen niet (geheel) op de hoogte is van de regeling inzake de beslagbare goederen (het exploit van beslag vermeldt bijvoorbeeld wel de procedureregels vervat in artikel 1408, § 3, maar niet de lijst van onbeslagbare goederen zelf). Hij moet bijgevolg eerst te weten komen waar en hoe hij zich kan informeren. Voor mensen die het sociaal moeilijk hebben is dit doorgaans een zware klus. Om die reden wordt voorgesteld om de termijn waarbinnen de beslagene zijn opmerkingen kan mededelen te verlengen tot vijftien dagen.

Zowel door SAM, steunpunt Mens en Samenleving, als door Netwerk tegen Armoede werd tijdens de hoorzittingen aangegeven dat niet alleen de verzetstermijn, maar ook de minimale termijn tussen de beslaglegging en de openbare verkoop van de beslagen goederen moet worden verlengd. Dit artikel trekt deze termijn op van 30 dagen naar 45 dagen.

Au cours des auditions, l'association Steunpunt Mens en Samenleving (SAM) et le Netwerk tegen Armoede ont tous deux indiqué qu'il convenait de prolonger non seulement le délai d'opposition, mais aussi le délai minimum entre la saisie et la vente publique des biens saisis. Cet article porte ce délai de 30 à 45 jours.

John CROMBEZ (sp.a)
Melissa DEPRAETERE (sp.a)

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2

Dans l'article 1408 du Code judiciaire, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 20 juillet 2000, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le § 1^{er}, 1°, les mots "une machine à laver le linge et un fer à repasser" sont remplacés par les mots "une machine à laver le linge, un fer à repasser et une planche à repasser" et les mots ", un téléviseur et un poste de radio" sont insérés après les mots "un appareil pour la conservation des aliments" ;

2° dans le même § 1^{er}, un nouveau 2° rédigé comme suit est inséré avant le 2°, qui formera le 3°:

"2° les appareils et le matériel nécessaires pour accéder à l'internet, au choix du saisi, jusqu'à concurrence de 500 euros par membre du ménage au moment de la saisie";

3° dans le même § 1^{er}, le 6°, qui formera le 7°, est remplacé par ce qui suit:

"7° un bien ou plusieurs biens ayant une valeur sentimentale pour le saisi, au choix du saisi, jusqu'à concurrence de 400 euros au moment de la saisie";

4° dans le § 3, alinéa 1^{er}, le mot "cinq" est remplacé par le mot "quinze".

Art. 3

Dans l'article 1520 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 14 janvier 1993, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots "Il y aura au moins un mois" sont remplacés par les mots "Il y aura au moins quarante-cinq jours" ;

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2

In artikel 1408 van het Gerechtelijk Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 juli 2000, worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, 1° worden de woorden "een wasmachine en strijkijzer" vervangen door de woorden "een wasmachine, een strijkijzer en een strijkplank" en worden na de woorden "een toestel om voedingsmiddelen te bewaren" de woorden ", één televisietoestel en één radiotoestel" ingevoegd;

2° in dezelfde paragraaf 1 wordt voor de bepaling onder 2°, die de bepaling onder 3° zal vormen, een nieuwe bepaling onder 2° ingevoegd, luidende:

"2° op de toestellen en benodigdheden voor toegang tot internetverbinding tot een waarde van 500 euro per gezinslid op het tijdstip van het beslag en naar keuze van de beslagene";

3° in dezelfde paragraaf 1 wordt de bepaling onder 6°, die de bepaling onder 7° zal vormen, vervangen als volgt:

"7° op een of meerdere goederen die een emotionele waarde hebben voor de beslagene tot een waarde van 400 euro op het tijdstip van het beslag en naar keuze van de beslagene";

4° in § 3, eerste lid, wordt het woord "vijf" vervangen door het woord "vijftien".

Art. 3

In artikel 1520 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 14 januari 1993, worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "Er moet ten minste één maand verlopen" vervangen door de woorden "Er moeten ten minste 45 dagen verlopen";

2° dans l'alinéa 2, les mots "il y aura au moins un mois" sont remplacés par les mots "il y aura au moins quarante-cinq jours".

8 juillet 2019

2° in het tweede lid worden de woorden "moet er ten minste één maand verlopen" vervangen door de woorden "moeten er ten minste 45 dagen verlopen".

8 juli 2019

John CROMBEZ (sp.a)
Melissa DEPRAETERE (sp.a)